



FDR



DÉCLARATION COMMUNE DE PARIS

Faite par les soussignés, à savoir d'une part :

- **La coalition de l'opposition pour la restauration d'un Etat démocratique (CORED),**
- **Le Parti du progrès (PP),**
- **L'Union populaire (UP),**
- **Le Front démocratique républicain (FDR)**

Et d'autre part des Associations et intellectuels préoccupés par l'évolution de la politique actuelle de la République de Guinée équatoriale.

Réunis de notre propre initiative et préoccupés par le cours des événements sur le plan politique, économique et social consécutifs aux modifications institutionnelles qui se sont succédées en République de Guinée Équatoriale sans aboutir à un résultat sur le plan démocratique, cette déclaration a pour objet de mettre en lumière les graves manquements constatés qui ne permettent plus au peuple d'exercer sa souveraineté.

La démocratie et son exercice effectif supposent de respecter et de garantir à tous et à chacun les droits humains universellement reconnus. Ainsi l'exercice du pouvoir doit s'exercer en vertu des règles de droit, en assurant notamment la séparation des pouvoirs qu'ils soient exécutif, législatif ou judiciaire, en permettant un réel pluralisme politique et non pas de façade, ce qui suppose la liberté de circulation des personnes, la libre expression des citoyens et celle de la presse, ainsi que la transparence dans le financement des partis et des campagnes électorales ainsi que le contrôle des listes d'électeurs, afin que soient mises en place des élections libres et équitables, dans la probité et l'honnêteté au sens de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

Le gouvernement de la République de Guinée équatoriale, présidé par le chef d'État et de gouvernement, fondateur du Parti démocratique de la Guinée équatoriale (PDGE), Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, que la presse et les réseaux sociaux affublent non sans raison du titre de « dictateur » (*L'ONG Human Rights Watch qualifie le Président de « dictateur*

déterminé à rester au pouvoir et à garder le contrôle de l'argent du pétrole », et estime que le gouvernement du pays « est un des plus corrompus et répressifs du monde »), celui-ci viole de façon permanente la constitution rédigée par lui-même et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples en maintenant une politique de non-reconnaissance et d'absence de respect des décisions et prises de position des organismes internationaux et inter-africains de protection des droits de l'homme, affectant ainsi gravement les principes de droit consacrés par la Loi Fondamentale ou Constitution équato-guinéenne.

Dans notre pays, il existe des preuves réelles, multiples et nombreuses du manque d'indépendance du pouvoir judiciaire, la poursuite policière et judiciaire de ceux qui expriment des idées différentes sont coutumières, notamment envers les dissidents politiques du gouvernement en place, avec en représailles, la pratique persistante de la torture effectuée par des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que l'existence d'un groupe armé et de personnels de soutien du président et de son parti le PDGE, le tout dans une atmosphère d'impunité, raisons pour lesquelles nous exigeons, comme cela l'a déjà été demandé à de multiples reprises, la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Ainsi, les membres de la police politique exonérée de contrôle judiciaire ou de procédure préliminaire d'enquête validée par une justice indépendante, appréhendent par la force et procèdent en toute impunité à l'enlèvement et à la séquestration de dissidents politiques étrangers ou exilés et ce, même en allant même jusqu'à se déplacer dans les pays limitrophes, comme ce fut le cas pour :

Felipe Ondo Obiang et Guillermo Nguema Ela,
en territoire gabonais en 1998,

Manuel Ndong Asangoan au Cameroun en 1997,

Jose Abeso, Manuel Ndong Azeme,

Jacinto Micha et Alipio Ndong Asumu au Nigeria 2009, exécuté après Malabo,

Cipriano Nguema Mba au Cameroun et au Nigeria, aujourd'hui, encore ceux-ci sont maintenus avec d'autres prisonniers politiques, sans autre forme de procès, dans les cachots des palais nationaux dispersés sur le territoire national.

Pour couvrir ces faits par le silence, une hégémonie des moyens de communication de l'Etat a été mise en place par le gouvernement, c'est ainsi qu'il n'y a que deux chaînes de télévision, l'une nationale, la RTGE, contrôlée par le gouvernement et le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), l'autre privée dénommée ASONGA est financée par le fils du président, de ce fait aucune de ces deux chaînes TV ne constitue de près ou de loin un moyen de communication indépendant. S'ajoute à cela, le fait d'avoir fait « couper » et suspendre les signaux audio video pour les médias étrangers ou d'avoir confisqué le matériel et expulsé leurs journalistes du pays. En ce qui concerne l'internet, les journaux numériques des réseaux sociaux guinéens ont été « scriptés » de façon à n'être pas lisibles dans le pays comme ce fut le cas pour : Radio Messenger, Journal Rombe, Cored ou les pages web évidées, pour Genet, quand à facebook et à wassap leurs accès internet sont fréquemment interrompus.

La République de Guinée équatoriale a favorisé et encouragé les fonctionnaires ou employés des médias, que ce soit à la radio ou à la télévision à mettre en œuvre des politiques de

communication dans ces médias, qui affaiblissent les garanties du droit à la liberté d'expression dans le pays.

Ainsi, il est fait recours de manière de plus en plus persistante et systématique à des propos stigmatisant l'opposition préférés par les responsables gouvernementaux ou des intervenants sympathisants pour disqualifier dans les médias les membres de l'opposition en exprimant des idées, des opinions qui sont disséminées en permanence de façon continue lesquelles sont contraires aux principes d'une information objective et impartiale de l'information due par le gouvernement guinéen en privant notamment l'opposition de son droit non seulement d'expression, mais aussi de réponse.

Dans ce contexte, au milieu des crises aiguës équato-guinéennes marquées par une véritable persécution de l'opposition démocratique, comme si cela ne suffisait pas, le Président Obiang Nguema Mbasogo, a accusé l'opposition politique (CPDS, PP et CORED) qui n'a pas voulu participer au simulacre de table ronde, d'avoir essayé de faire en sorte qu'un malade atteint du virus Ebola voyage en Guinée équatoriale pendant la CAN 2015 avec l'intention de propager cette maladie dans le pays et donc de contaminer toute la population, ce qui est une véritable machination politique machiavélique, lorsque l'on sait que les opposants en exil ont au pays leurs familles, leurs amis, et pour certains, leurs frères de combat politique. Ceux qui ont mis en avant cette thèse en voulant diaboliser l'opposition en exil, se sont discrédités vis à vis de l'opinion internationale.

Le véritable motif est que cela sert de prétexte au gouvernement pour violer les accords signés de ce qu'il appelait lui-même « la table ronde du dialogue national », en ne respectant pas le multipartisme, et à titre d'exemple, en assignant à résidence dans leur village, deux dirigeants Guillermo Nguema Ela et Luis Nso Ondo, qui ont boycotté l'idée de former une coalition politique entre le CPDS, l'UP et le FDR ce qui montre en passant que l'amnistie invoquée pour tenir cette « table ronde » n'était pas réelle, mais était tout simplement fabriquée et virtuelle, d'autant que des partis politiques présents lors de celle-ci avaient quitté la table ronde en estimant que tout dialogue avec le gouvernement serait impossible aussi longtemps que ne seraient pas libérés les prisonniers politiques.

Ces faits ont été aggravés encore récemment par le fait que le Secrétaire général Andres Esono de la CPDS a été détenu au siège de la sécurité nationale à Malabo, mieux connu sous le nom de « Guantanamo », ce qui prouve si besoin était, que sans la mise en place effective d'un système réellement contrôlé de séparation et d'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, aucune des composantes essentielles contenue dans la Charte des Nations Unies ne pourra être mise en place en Guinée équatoriale.

Ainsi, la présentation qui vient d'être faite seulement le 24 avril 2015, par le Premier ministre du gouvernement chargé de la Coordination administrative, de différents projets de loi relatifs aux accords pris lors de la table du dialogue national de novembre dernier, constitue une ultime manœuvre de dernière minute pour tenter de désamorcer la manière condamnable dont cette table ronde a été initiée, caractérisée par l'absence de participation de l'opposition en exil, que l'on a tenté d'attirer en Guinée équatoriale avec un simulacre grossier de loi d'amnistie dont on peut penser au vu de ce qui précède qu'il s'agissait d'un piège pour attirer les opposants au pays de façon à permettre de faire pression sur eux lorsqu'ils seraient sur place, par des moyens allant jusqu'à les priver de liberté, comme cela

a pu être observé par les dispositions prises à l'encontre de certains opposants présents au pays.

En effet, au-delà de ce projet de loi, sans cette condition de séparation de pouvoir, il n'y aura pas la moindre possibilité réelle de mettre en place et de contrôler la transparence de la gouvernance (*Transparency International a classé en 2013 la Guinée équatoriale à la 163^{ème} place sur 177 et en 2014 elle n'apparaît même plus dans le classement...*), ainsi que l'intégrité des membres du gouvernement et leur responsabilité dans l'administration publique, économique et sociale, afin de réduire effectivement la corruption par la mise en place de bonnes pratiques basées sur l'intégrité et qui ne sauraient se contenter de simples déclarations présidentielles reconnaissant et dénonçant enfin seulement maintenant l'existence de la corruption alors qu'elle est pratiquée au sein même du pouvoir, et ce en demandant simplement aux ministres de prêter serment et de lutter contre cette corruption endémique pratiquée au vu et au su de tous et qui échappe dans ce pays à tout contrôle et dont on a finalement connaissance non pas par le contrôle interne pratiqué dans le pays, mais par des enquêtes effectuées par la justice de certains pays qui découvrent sur leur territoire des biens qui leur semblent mal acquis et hors de portée financière du train de vie de ceux qui les possèdent.

Au final, il n'y a actuellement en Guinée équatoriale aucun moyen d'assurer le respect des droits fondamentaux, qu'il s'agisse de celui de la liberté d'expression, de circulation ou celui de la liberté de la presse (*le pays est cette année en 167^{ème} position sur 180 au classement de Reporters sans frontières*), rien ne pourra changer si on ne peut pas assurer la subordination à ces principes fondamentaux toutes les autorités de l'Etat, qu'elles soient civiles ou militaires

LA CORRUPTION.

La modification constitutionnelle et démocratique engagée par la République de Guinée équatoriale dans le domaine de la vie économique et sociale ne s'est pas traduite dans les faits par une diminution de la corruption laquelle a atteint un tel niveau et est devenue tellement évidente qu'elle a fini par être dénoncée par le Chef de l'Etat, sans pour autant, en dehors des remontrances, entraîner la sanction des coupables ou la mise en place de dispositions empêchant pour l'avenir leur répétition.

Ces faits ont été dénoncés non seulement par des éléments de preuves publiés par la presse internationale et certains gouvernements, mais aussi grâce aux pièces probantes fournies par la justice de certains pays étrangers, les ONG ou des institutions financières et la presse internationale qui a publié des informations sur la corruption et le pillage des caisses de l'Etat équato-guinéen, avec le blanchiment d'argent qui en découle, lequel est aggravé par le fait de couvrir ce système en mettant en place pour contrôler le tout, à des postes de hauts fonctionnaires, des membres de la famille du chef de l'Etat qui ont ainsi participé à ce système de gouvernance en appliquant les directives du dictateur Obiang Nguema qui a contribué au climat de corruption et de dilapidation des richesses nationales qui existent autour de son nom et des membres de sa famille, provoquant ainsi l'effondrement de l'économie guinéenne que la chute du prix du baril de pétrole ne suffit pas à expliquer à elle

seule, toutes choses que la mise en place d'une économie saine et moderne gérée dans la transparence aurait permis d'éviter.

Tout ceci a généré de multiples problèmes et des désordres et déséquilibres dans l'économie guinéenne, qui vont au-delà de la chute internationale des prix du pétrole et sa répercussion dans le domaine fiscal, monétaire et financier sur le plan des devises, lesquels ont conduit, avec l'existence d'une corruption coûteuse pour l'Etat, à une récession très profonde dans le pays et à une inflation galopante qui mine les revenus et le pouvoir d'achat des ménages, ce qui aggrave la pauvreté, génère le chômage et la détérioration de la qualité de vie des habitants les plus démunis (soit environ 85% de la population), où les Guinéens vivent avec moins de un dollar par jour.

Un emballement des dépenses publiques et désordonné a généré d'énormes déficits croissants qui ont atteint un niveau désastreux, c'est ainsi que la construction de la ville de Oyala, a non seulement fait augmenter la dette publique de manière significative, mais a contraint le gouvernement à s'endetter en recourant massivement à l'emprunt pour financer ce projet, ce qui n'a pas manqué de provoquer un déséquilibre des finances publiques, au moment même où les consommateurs qui vont dans les marchés ou les pharmacies ne trouvent pas les produits de base qu'ils souhaitent, ou lorsqu'ils existent, sont à des prix inabordables, l'offre étant limitée avec une intensité croissante, en raison de :

☒ L'hostilité du gouvernement à faciliter la mise en place d'un réseau d'affaires entre les mains de nationaux, les quelques entreprises privées qui réussissent à fonctionner étant détenues par les membres de la famille Obiang Nguema.

☒ La corruption douanière et les taux d'imposition exorbitants exigés à l'encontre des producteurs et des commerçants, cette dérive financière étant au final aggravée comme si cela ne suffisait pas, par des contrôles déraisonnables qui ne tiennent pas compte des coûts et charges réelles de fonctionnement, condamnant ainsi les entreprises à travailler à perte.

☒ L'inefficacité croissante des entreprises publiques ou des sociétés avec participation de l'Etat qui ne produisent aucune richesse pour l'Etat, lesquelles sont gérées par les frères ou neveux du président.

PROPOSITIONS

Par tous ces motifs, et tous autres à déduire, **la présente déclaration commune des partis d'opposition réunis à Paris** montre notre réelle préoccupation concernant l'avenir immédiat des Équato-guinéens, ce nous a incité malgré notre éloignement involontaire dû à un simulacre d'amnistie présidentielle équato-guinéenne, à proposer un certain nombre d'actions que nous souhaitons pacifiques pour aider et permettre de résoudre dans un climat de paix et de négociations, par des chemins qui font appel à la non-violence en proposant des solutions à la crise de régime actuelle.

A ce sujet, nous tenons à informer à la lumière de nos observations, les gouvernements des pays et les parties prenantes pour la démocratie en Guinée équatoriale et les observateurs internationaux dans les termes suivants :

- a) **La crise démocratique et institutionnelle**, économique et sociale grave qui affecte notre pays et tous les Equato-Guinéens ne peut pas se résoudre par un simple changement de gouvernement avec les mêmes visages et en attribuant la crise économique de l'automne aux problèmes rencontrés par la diminution des recettes pétrolières, en ignorant le pillage et le gaspillage de la classe politique guinéenne pratiquée dans les caisses de l'Etat.
- b) **La République de Guinée équatoriale**, ne peut pas continuer sa politique de court terme, marquée par la persécution politique des opposants et l'absence de séparation des pouvoirs qui ne permet pas l'équilibre institutionnel, et ce compte tenu de la Coalition **CORED, PP, UP, FDR** et d'autres formations qui nous ont rejoint pour faire cette déclaration en réitérant à nouveau la demande faite au gouvernement de la République de Guinée équatoriale, de convoquer une véritable discussion avec toutes les formations politiques avant l'appel pour les élections présidentielles .

Dans ce domaine, seule une observation internationale impartiale, faite par un Organisme ou des personnalités techniquement qualifiées et faisant autorité sur le plan international, devront préparer la mise en place des élections actuellement contrôlée par des membres du Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), qui est le parti du Président Obiang Nguema, lequel ne peut assurer valablement son unique contribution au contrôle des opérations et à l'existence de garanties pour la mise en place d'un réel débat politique libre et juste à caractère équitable, en permettant des élections libres et transparentes parfaitement contrôlées.

- c) **La correction de plusieurs déséquilibres** macroéconomiques dans la République de Guinée équatoriale devront être effectués par la mise en œuvre d'un plan de réajustement qui comprendra de multiples composantes, telles que la rationalisation des dépenses publiques, la lutte contre la corruption endémique et la dilapidation des ressources et des caisses de l'Etat, la reprise des milliards de devises effectuée par les enfants du Président Obiang Nguema, tant dans le pays qu'à l'étranger, l'expansion et la diversification de la production nationale, l'encouragement et la promotion de l'investissement en matière de production et la déréglementation trop contraignante de l'économie, de façon à corriger les nombreux déséquilibres macroéconomiques existants qui ont eu pour effets immédiats de frapper l'ensemble de la population, et surtout celle ayant de faibles revenus.

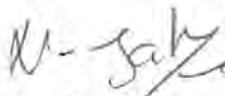
En conclusion de tout ce qui précède, et en desiderata, la seule possibilité de rétablir la démocratie en République de la Guinée équatoriale (*Le Président actuel, doyen des chefs d'Etat au pouvoir par la longévité de ses mandats successifs, est au 3^{ème} rang des présidents les mieux élus du monde, avec 99,3% des voix... lequel avait promis lors de sa dernière investiture : « **la participation de toutes les forces politiques de la Nation dans la gestion de la chose politique, afin d'avoir un consensus** »*), avec la mise en place de véritables élections indépendantes et l'exercice d'un réel contrôle préalable des listes électorales, afin d'assurer la garantie effective des droits politiques, économiques et sociaux et d'expression des équato-guinéens.

Or, celle-ci ne pourra se faire que par l'abandon du pouvoir par le Président Obiang Nguema Mbasogo qui est actuellement le plus ancien chef d'Etat africain en place maintenu sans interruption depuis 36 ans, lequel devra laisser sa place aujourd'hui ou demain au profit d'une véritable transition démocratique.

Tout ceci suppose en préalable, la réhabilitation du principe de séparation des pouvoirs, en faisant en sorte que ceux qui l'administrent ou en exercent le contrôle, bénéficient des garanties démocratiques représentatives et participatives établies par la Constitution, afin d'assurer leur indépendance, leur autonomie et leur impartialité par rapport au pouvoir actuel, pour leur permettre, sous le contrôle d'observateurs internationaux, de mettre en place et d'assurer le bon déroulement d'élections libres et équitables.

Fait à Paris, le 30 Avril 2015

CORED.



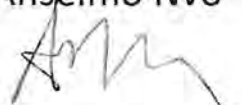
Emily Nchama.

PP.



Severo Moto Nsa.

UP.



Anselmo Nvó

FDR



Gabriel Nve

CORED

Salomon Abeso.

UP



Francisco Micha.

CORED



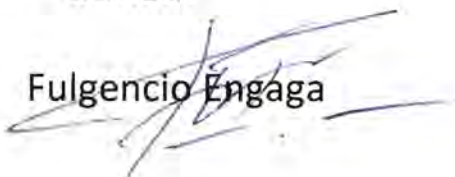
F. Ntutumu.

PP.

Armengol Engonga.

CORED.

Fulgencio Engaga



PP.

Amalio Buaki

Web : www.coalicióncored.es, email : cored@outlook.es